

Hopfenweg 21
PF/CP 5775
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Commission de l'économie et des redevances
3003 Berne
Secrétariat d'Etat aux questions financières
internationales

Courriel : vernehmlassungen@sif.admin.ch

Berne, le 7.09.2022

18.489 n lv. Pa. Vogt. Loi sur l'infrastructure des marchés financiers. Sanctions en cas d'indications fausses ou incomplètes dans les offres publiques d'achat. Consultation

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous donner la possibilité d'exprimer notre avis sur ce projet et c'est bien volontiers que nous vous le faisons parvenir.

Travail.Suisse, l'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, soutient la modification de loi proposée, visant à créer une nouvelle infraction pénale pour la violation de l'obligation de publier un prospectus ou une annonce préalable de l'offre contenant des informations exactes et complètes. Nous sommes d'accord à ce que les peines soient définies par analogie avec celles encourues en cas de fourniture d'indications fausses ou incomplètes dans la prise de position sur l'offre publique d'acquisition de la société visée. Travail.Suisse est satisfait que le projet corrige l'asymétrie dans le droit des offres publiques d'acquisition et comble une lacune pénale.

Pour Travail.Suisse, il est illogique qu'il n'y ait aucune disposition pénale s'appliquant dans le cas où l'offrant fournirait des indications fausses ou incomplètes. En effet, pour les actionnaires de la société visée, la présence d'indications exactes et complètes dans le prospectus ou l'annonce préalable de l'offre est tout aussi importante que la présence de telles indications dans la prise de position du conseil d'administration de cette société. Nous sommes d'accord avec les montants prévus de la contravention allant jusqu'à 500 000 francs au plus en cas d'agissement intentionnel et de 150 000 francs au plus en cas de négligence.

En vous remerciant de réserver un bon accueil à notre réponse, nous vous adressons, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Travail.Suisse



Adrian Wüthrich, président



Denis Torche, responsable du
dossier politique financière

